



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1987/27/Add.1  
24 décembre 1986

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS/RUSSE

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante-troisième session  
Point 16 de l'ordre du jour provisoire

APPLICATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION  
ET LA REPRESSION DU CRIME D'APARTHEID

Vues et informations communiquées par les Etats parties  
conformément à la résolution 1986/7 de la Commission

Note du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
REPONSES RECUES DES ETATS PARTIES	
Union des Républiques socialistes soviétiques .....	2

## UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

[Original : russe]

[15 décembre 1986]

Guidée par les principes de la démocratie et de l'humanité énoncés dans la Charte des Nations Unies, la société soviétique s'est fixé pour objectif principal l'élimination du régime raciste d'Afrique du Sud fondé sur une politique criminelle d'apartheid.

Malgré l'indignation croissante de tous les honnêtes gens, l'apartheid continue d'exister et l'on enregistre même un accroissement du nombre des victimes de la terreur et de la répression par lesquelles les racistes de Pretoria s'efforcent d'étouffer l'action massive menée par la population de l'Afrique du Sud pour obtenir les droits élémentaires de l'homme.

Si le régime raciste de la République d'Afrique du Sud poursuit sa politique criminelle d'apartheid, d'agression et d'occupation, c'est principalement parce qu'il reçoit, en dépit des nombreuses résolutions de l'ONU, un appui direct de la part de protecteurs occidentaux influents, qui s'opposent ouvertement ou sous main à l'application de sanctions obligatoires globales à son égard.

Ce sont précisément eux qui, par divers moyens, y compris par l'intermédiaire de leurs sociétés transnationales, maintiennent et même renforcent leurs relations avec le régime de Pretoria dans les domaines militaire et politique, financier et économique. Il convient d'observer que de telles actions sont entreprises au mépris de l'appel lancé par l'ONU aux pays où les sociétés transnationales ont leur siège pour leur demander de prendre des mesures effectives afin de faire cesser toute coopération de ces sociétés avec le régime minoritaire raciste d'Afrique du Sud.

Les données pour 1985 font état de 1 068 sociétés transnationales en activité en Afrique du Sud. Leurs pays d'origine se répartissaient ainsi : Etats-Unis - 406, Angleterre - 364, République fédérale d'Allemagne - 142, Suisse - 32, Australie - 24, Canada - 21, France - 20, Suède - 18, Pays-Bas - 17, Italie - 7, Belgique - 6, Danemark - 3, Autriche - 2, et Espagne, Portugal, Norvège, Finlande, Malaisie, Hong-kong - 1 chacun. Ces sociétés exercent leurs activités dans presque tous les secteurs économiques de l'Afrique du Sud, et dans certaines branches industrielles, notamment les industries pétrolières, elles jouent un rôle prédominant pour aider le régime d'apartheid à éluder l'embargo imposé sur les livraisons de pétrole.

Le rapport du Secrétaire général de l'ONU sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud (E/C.10/AC.4/1985/3) démontre à quel point les sociétés transnationales favorisent le maintien du système d'apartheid et fournit des données concrètes à cet égard. Cependant, même ces informations ne donnent pas une image complète du rôle que jouent les sociétés transnationales en Afrique du Sud; celles-ci, en effet, constituent les plus gros fournisseurs de technologie dans le cadre d'accords de licences, livrent des produits industriels et des équipements de haute technologie, et participent activement au commerce extérieur du pays.

A l'ONU aussi, la communauté internationale n'ignore pas quels sont les pays qui sont responsables au premier chef du maintien du régime raciste et du système d'apartheid en Afrique du Sud. Dans sa résolution 36/172 D, l'Assemblée générale de l'ONU a fermement condamné la collaboration économique et autre que certains Etats occidentaux et autres, en particulier les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne et Israël continuaient d'apporter au régime raciste d'Afrique du Sud. Dans sa résolution 38/39 A, l'Assemblée générale des Nations Unies a condamné la politique de certains Etats occidentaux, en particulier les Etats-Unis et Israël, et celle de leurs sociétés transnationales et institutions financières qui ont resserré leur collaboration politique, économique et militaire avec le régime raciste d'apartheid.

Malgré un certain recul des investissements privés directs et une réduction du nombre des sociétés opérant en Afrique du Sud, les sociétés transnationales des Etats-Unis ont une responsabilité particulière dans le maintien du système d'apartheid. Seul le risque croissant, et non la conscience de leur responsabilité, a induit la General Motors et l'IBM à vendre leurs entreprises en Afrique du Sud à la fin de 1986. Cependant, la lutte qui se déchaîne contre l'apartheid dans tout le pays et l'instabilité économique et politique du régime raciste n'incitent pas tant les sociétés transnationales américaines à quitter le pays qu'à s'efforcer de renforcer leur contrôle sur l'évolution de la situation intérieure et à perpétuer le système de l'apartheid. Le groupe Rockefeller, étroitement lié avec l'Anglo American Corporation of South Africa, est un exemple flagrant de la fusion des intérêts des principaux groupes monopolistiques des Etats-Unis et de l'Afrique du Sud. En ne s'opposant pas à l'adoption de mesures cosmétiques en Afrique du Sud et en favorisant le départ de leurs concurrents, les principales sociétés transnationales américaines s'efforcent d'établir un modus vivendi qui leur permette de présenter la politique de rapines et de délits qu'elles mènent en Afrique du Sud sous un jour favorable à l'étranger.

Le tiers des sociétés transnationales représentées en Afrique du Sud ont leur siège en Grande-Bretagne, pays qui occupe la première place en ce qui concerne les investissements dans l'économie de l'Afrique du Sud. Les investissements des sociétés britanniques en Afrique du Sud se sont établis à près de 8 milliards de dollars en mars 1985 - soit la moitié de l'ensemble des investissements étrangers directs. Si l'on y ajoute les sommes investies sous forme de prises de participation, ces investissements atteignent 14 milliards de dollars. En novembre 1984, environ 10 % du volume total des investissements étrangers de la Grande-Bretagne allaient à l'Afrique du Sud. Le quart des sociétés transnationales qui ont des relations directes avec l'Afrique du Sud ont leur siège en République fédérale d'Allemagne. En 1984, selon les données du Fonds monétaire international, les exportations de l'Afrique du Sud à destination de ce pays ont représenté 676 milliards de dollars et les importations 2,3 milliards de dollars. Pour le Japon, ces chiffres se sont élevés respectivement à 1,3 milliard de dollars et 1,9 milliard de dollars.

Au total, plus de 90 % des investissements étrangers de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de la République fédérale d'Allemagne, de la France et de la Suisse vont à l'Afrique du Sud et la dépendance de ce pays à

l'égard des capitaux étrangers atteint 20 %. Les livraisons de pétrole et les transferts de technique effectués par l'intermédiaire des sociétés transnationales ne sont pas moins importants.

S'agissant de la responsabilité des sociétés transnationales dans le maintien du régime d'apartheid, on ne saurait passer sous silence l'importance croissante, dans l'économie de l'Afrique du Sud, du commerce avec les pays dits récemment industrialisés. Il va sans dire que ces sociétés contrôlent tant l'économie que la politique de ces pays (Israël, Corée du Sud, Taïwan).

Les opérations des sociétés transnationales dans le secteur militaire de l'économie sud-africaine sont particulièrement inquiétantes et représentent un danger sérieux pour la paix et la sécurité dans la région et dans l'ensemble du monde. Les activités de ces sociétés exercent une influence décisive pour l'évolution de l'énergétique nucléaire en Afrique du Sud, en permettant en fait à Pretoria de se doter de l'arme nucléaire. Elles sont responsables en grande partie du fait que l'Afrique du Sud est passée du stade de pays importateur d'armes à celui de pays exportateur.

Outre qu'elles consolident le régime d'apartheid, sur le plan économique, stratégique et militaire, les sociétés transnationales contribuent fortement à renforcer les éléments racistes en Afrique du Sud en s'intégrant politiquement au régime dirigeant. Conformément à la législation extérieure de l'Afrique du Sud, il existe dans les entreprises des sociétés transnationales d'importantes subdivisions de police intérieure qui peuvent être utilisées pour la lutte contre les manifestations populaires.

Pendant leurs années de service militaire, les employés des filiales des sociétés transnationales en Afrique du Sud continuent d'être salariés par ces sociétés, qui financent ainsi de fait l'appareil répressif du régime d'apartheid.

Un autre exemple caractéristique de la complicité secrète des sociétés transnationales et des milieux d'affaires occidentaux dans le crime d'apartheid est que le Gouvernement de l'Afrique du Sud a maintenant remplacé, pour les mêmes fins racistes, les lois sur les laissez-passer et sur le contrôle de l'entrée des Noirs dans les villes, par des critères d'emploi et de domicile.

Ainsi, les sociétés transnationales qui jouent un rôle économique et politique actif dans le soutien de l'apartheid portent, de concert avec les autorités de l'Afrique du Sud, toute la responsabilité de ce crime. Les monopoles impérialistes qui exploitent sans scrupule, avec le concours ou la complaisance des pays où elles ont leur siège, les ressources humaines et naturelles de l'Afrique australe sont les complices directs et immédiats du régime criminel de Pretoria. En conséquence, on peut et on doit considérer la politique des sociétés transnationales qui collaborent avec l'Afrique du Sud comme des actes qui entraînent une responsabilité pénale sur le plan international, conformément à l'article II de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (alinéa b)).

Les intérêts financiers et politiques des sociétés transnationales et de leurs pays d'origine s'efforcent par tous les moyens de compliquer la tâche de l'ONU concernant leur complicité dans le crime d'apartheid. C'est ainsi

que ces pays font obstacle à l'élaboration par l'ONU d'un code de conduite des sociétés transnationales visant à exercer un contrôle effectif sur les activités de ces sociétés, y compris en Afrique du Sud.

Dans le rapport intitulé "Les sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie" (E/C.10/1985/9) que le secrétariat de l'ONU a établi pour la onzième session ordinaire de la Commission des sociétés transnationales, il est dit nettement que certains pays d'origine des sociétés transnationales ne se considèrent pas comme juridiquement tenus par les différentes résolutions et décisions dans lesquelles les Nations Unies leur ont demandé de prendre des mesures concernant les activités de leurs sociétés transnationales en Afrique du Sud.

Les représentants de ces sociétés ont refusé de participer aux auditions publiques sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie qui se sont tenues à New York en septembre 1985, ce que l'on ne peut interpréter autrement que comme une nouvelle manifestation de leur refus de prendre en considération l'opinion clairement exprimée par l'ONU, par le Mouvement non aligné, par l'Organisation de l'unité africaine et par la communauté internationale tout entière, qui exigent que l'on en finisse immédiatement et pour toujours avec l'apartheid.

Les arguments avancés par les pays d'origine des sociétés transnationales, selon lesquels ils seraient incapables de contrôler les activités de leurs sociétés, ne reposent sur aucun fondement. Les faits démontrent que lorsque cela répond à la ligne politique de leurs administrations, ces pays peuvent établir un contrôle sur les opérations de leurs sociétés, sans se soucier du principe de la "libre entreprise", ni de leurs obligations contractuelles ou autres.

Conformément aux principes constitutionnels de sa politique extérieure, dont l'un est d'appuyer la lutte menée par les peuples opprimés pour l'autodétermination, l'indépendance, la libération nationale et le progrès social, l'Union soviétique applique rigoureusement et sans défaillance les résolutions et les décisions de l'ONU relatives au régime d'apartheid en Afrique du Sud. L'Union soviétique n'est ni un pays d'origine ni un pays hôte de sociétés transnationales.

L'URSS n'entretient aucune relation avec l'Afrique du Sud, que ce soit sur le plan diplomatique ou économique, commercial, militaire ou dans tout autre domaine, et ne permet pas que ses produits soient réexportés vers l'Afrique du Sud.

L'Union soviétique estime que les auditions publiques tenues à l'ONU concernant les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie devraient donner une nouvelle impulsion aux actions menées par la communauté internationale pour éliminer immédiatement et complètement le régime inhumain de Pretoria et mettre effectivement fin aux activités entreprises par les sociétés transnationales et leurs pays d'origine pour le maintenir.

L'URSS a participé au Séminaire organisé par le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et le Gouvernement camerounais sur l'assistance et l'aide internationale aux peuples et aux mouvements qui luttent contre le

colonialisme, le racisme, la discrimination raciale et l'apartheid (Yaoundé, avril-mai 1986), où il a été demandé "à tous les Etats dont les sociétés transnationales continuent à avoir des relations d'affaires avec l'Afrique du Sud d'envisager des mesures appropriées pour mettre fin à leurs transactions avec l'Afrique du Sud et la Namibie". Le Séminaire a également demandé à tous les Etats "d'envisager l'adoption d'une législation appropriée comportant des mesures punitives contre les individus et les institutions qui ont des relations commerciales avec l'Afrique du Sud".

Conformément à sa position de principe, l'Union soviétique apporte un soutien énergique aux activités menées par l'ONU en vue d'éliminer complètement le colonialisme, le racisme et l'apartheid et applique rigoureusement dans la pratique les résolutions de l'ONU.